

Zeitschrift:	Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band:	15 (1965)
Heft:	1
Artikel:	Calculs retrospectifs du produit
Autor:	Da Silva, José-Gentil
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-80549

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CALCULS RETROSPECTIFS DU PRODUIT¹

Par JOSÉ-GENTIL DA SILVA

Introduction

C'est devenu une pratique consacrée que les historiens reprennent les thèmes discutés par les économistes — avec un bonheur inégal. L'astuce consiste à adapter ces thèmes actuels aux matériaux mi-littéraires, mi-statistiques de l'histoire, de façon à s'approcher des préoccupations courantes, sans qu'on prétende apporter aux résultats des études économiques une correction quelconque ou un éclaircissement digne de considération. Par l'information qu'il possède, les techniques dont il dispose, la faiblesse de ses positions théoriques, l'historien se trouve systématiquement placé dans une situation subalterne par rapport à toutes les recherches sur le présent, sur l'homme vivant et les formes économiques, sociales et politiques actives. Cependant, c'est au niveau de l'étude comparative des civilisations que sont possibles les explications globales auxquelles ni l'économie, ni la sociologie, ni la psychologie, ni l'anthropologie ne peuvent prétendre.

Il revient à l'historien de préparer ces comparaisons, à partir des matériaux proprement historiques. Entre la période récente et relativement courte d'éclosion industrielle — un siècle, un siècle et demi — période connue avec précision par les économistes, et l'époque lointaine, qui pendant des millénaires vit l'Homme commencer à élaborer des relations sociales de plus en plus com-

¹ Ce texte reproduit pour l'essentiel le rapport que nous avons envoyé au colloque sur *Historia y economía argentina en los siglos XVIII y XIX* (Buenos Aires, 15-16-17 septembre 1964), sur le thème *Aportes europeos a los cálculos retrospectivos del Producto*.

plexes, définissant ses interprétations de la vie et du monde et répondant à ses besoins quotidiens, s'étend le domaine de l'historien. C'est l'époque de la création politique et de la lente germination économique. L'histoire dépend donc des études interdisciplinaires : encore ne faut-il pas que les historiens craignent d'affirmer leurs prétentions.

En plus des phénomènes politiques, d'autres problèmes gagnent à être placés dans d'aussi vastes perspectives. Le rôle et l'importance des phénomènes monétaires, notamment, ne peuvent être précisés qu'à ce niveau général ; la continuité de la progression technologique et son empreinte sur les formes économiques, sociales et sur les relations internationales, donnent leur pleine signification aux problèmes actuels. Les calculs rétrospectifs du Produit ont le grand intérêt de poser toutes ces questions à la fois, et par là de préparer une discussion globale et cohérente. Pour aborder les recherches qui doivent précéder la pleine discussion de ces questions, il convient d'en faire rapidement « l'historique », et d'élaborer un inventaire sommaire des acquisitions ainsi que des expériences dues aux économistes et aux anthropologues sociaux. Une introduction aux calculs rétrospectifs du Produit s'articule donc sur trois points de vue successifs et complémentaires :

I. Comment (et pourquoi) les évaluations globales ont commencé à être prises en faveur à partir du XVII^e siècle ?

II. Le point des évaluations globales ayant une valeur statistique, propres à l'économie industrielle dans les Etats modernes.

III. Recherche d'un dénominateur commun, permettant de comparer les structures différentes : sociétés paysannes et sociétés industrielles ; autrement dit, savoir que mesurer avant le XIX^e siècle, pour atteindre cette notion, le « Produit », qu'il ne faut pas confondre avec l'ensemble des « revenus individuels ».

I

Les évaluations globales : Comment se précise leur cadre. Pourquoi leur vogue

Bien avant l'existence des Etats modernes, les préoccupations fiscales ont toujours été une source très appréciable de renseigne-

ments sur la propriété, la production et le revenu des sujets. C'étaient surtout les monastères, les domaines royaux et ecclésiastiques qui fournissaient des éléments d'étude sur la répartition du revenu². L'administration procédait alors à l'estimation des revenus imposables (notamment ceux des Juifs), et établissait des budgets. Villes et Etats élaboraient les rôles des contribuables³. Certaines enquêtes eurent lieu, qui concernaient la population, la production, les revenus (par exemple celles que fit effectuer Philippe II vers 1575⁴). L'Etat, même dans ses formes les moins efficaces, eut toujours besoin de statistiques, mais l'utilisation fiscale des enquêtes et des évaluations restreignait leur portée, diminuait la précision de leurs résultats, et soulevait des discussions sur leur opportunité.

La puissance du souverain, celle de l'Etat, se devaient d'être affirmées, et les humanistes s'y employaient d'une façon dithyrambique : on additionnait le nombre des âmes, celui des villes et des forteresses, en même temps qu'on discutait le revenu des Princes. La force des armées, la fortune des villes exprimée par le nombre de maisons riches et, parfois, par celui des gens de métier, le revenu des grandes familles aristocratiques et des évêchés constituaient dès le XVI^e siècle la substance des comparaisons que le XIX^e siècle généralisa⁵.

D'autres éléments s'y ajoutaient, provenant d'évaluations et de prévisions marchandes, de discussions sur la réglementation de la

² Ainsi en Pologne, les études de J. RUTKOWSKI, J. LESKIEWICZ et A. WYCZANSKI, etc. Cf. également les études et les publications de textes de S. HOSZOWSKI, L. ZYTKOWICZ, etc.

³ Cf. les exemples hispaniques dans P. GRANVILLE EDGE, «Pre-census Population Records of Spain», in *Journal of the American Statistical Association*, 26 (1931), p. 416—423, et TOMÁS GONZALEZ, *Censo de la Población de las Provincias y Partidos de la Corona de Castilla en el siglo XVI*, Madrid, 1829.

⁴ Etudiées dans: *En Espagne: développement économique, subsistance, déclin* (à paraître).

⁵ Pour ne donner qu'un exemple, la «Fortune des habitans de Paris en 1549», dans les Mémoires du Maréchal de VIEILLEVILLE; les ouvrages de JEAN-HENRI SCHNITZLER, *Statistique méthodique et complète de la France comparée aux autres grandes puissances de l'Europe*, 4 vol., Paris, 1845, et d'ADRIEN BALBI, *Essai statistique sur le royaume de Portugal et d'Algarve comparé aux autres Etats de l'Europe*, Paris, 1822; etc.

liberté des trafics, sur les avantages ou les préjudices qu'apportait la création de nouveaux marchés, de nouveaux flux de marchandises ou de métaux précieux. La plupart de ces matériaux étaient anglais puisque c'était l'Angleterre qui avait à résoudre ces problèmes. En Angleterre, depuis le dernier quart du XVII^e siècle, ces calculs conduisaient directement à l'établissement d'un bilan : *which may be call'd Wealth or National Stock*⁶, tandis qu'en France et dans les autres pays européens, on cherchait encore, au XVIII^e siècle, les moyens d'accroître le revenu royal, de régulariser l'assiette de l'impôt, afin d'équilibrer des budgets hautement fantaisistes.

Entre le XVII^e et le XVIII^e siècles, se situe l'époque de William Petty⁷, de Gregory King⁸, de Charles Davenant⁹, et aussi de Paul Chay du Chastenet¹⁰, de Pierre le Pesant de Boisguilbert¹¹, et de Sébastien Le Prestre de Vauban¹². Comme l'a écrit Emile Coornaert¹³, «c'est au bon ordre de l'Etat que Vauban entend travailler en préconisant la dîme royale». Son ouvrage avait au fond des buts politiques : renouvellement du système fiscal du royaume et assainissement financier, en somme, le redressement ou la progression de «l'œuvre déjà accomplie par la monarchie dans le sens de l'unification administrative et sociale du pays¹⁴». L'essai statistique de Vauban fut condamné par le Conseil privé du roi ; il circula sous le manteau et inspira quelques petites expériences fiscales malheureuses.

⁶ C. DAVENANT, *Discourses on the publik revenues and other trade of England...*, Londres, 1698, p. 195.

⁷ *Verbum Sapientis* (1665), *Political arithmetik, or a Discourse concerning the extent and value of lands, people, buildings...* Londres, 1691 et 1692 (circulation restreinte depuis 1672).

⁸ *Natural and Political Observations and Conclusions upon the state and conditions of England*, Londres, 1696.

⁹ Ouvrage cité dans la note 6 et *Essay upon the probable methods of making a people gainers in the ballance of trade*, Londres, 1699.

¹⁰ *Traité de la Politique de France*, Cologne, 1669; Utrecht, 1670; Cologne, 1677; etc.

¹¹ *Détail de la France* (1695) et *Factum de la France* (1707).

¹² *Projet de Capitation* (1695) et *Projet d'une dixme royale* (1707).

¹³ Edition du *Projet d'une dixme royale*, Paris, 1933, p. 36 : «Il incline vers le césarisme», a-t-on dit...»

¹⁴ *Idem, ibidem*, p. 18. Cf. aussi GUEUVIN DE RADEMONT, *Nouveau traité sur la dixme royale*, Liège, 1715.

La rigueur ou la valeur approximative des statistiques de Vauban, l'insuccès de son œuvre importent moins que son instance à critiquer les chiffres et que son courage à recommencer plusieurs fois les estimations, pour les comparer les unes aux autres. Davenant ne l'a-t-il pas écrit: «...in the Art of reasoning upon things by Figures, 'tis some Praise, at First, to give an imperfect and rough Draught and Model, which, upon more experience, and better Information, may be corrected¹⁵? Cependant, faute de statistiques sérieuses, indépendantes de la fiscalité, on en restait au stade que Vauban avait atteint¹⁶. Le contraste entre l'Angleterre et les pays continentaux, dont la France était le premier et le plus riche exemple, ne cesse de s'accentuer.

Adam Smith souligna au milieu du XVIII^e siècle que les statistiques fiscales étaient nécessairement fausses et que leur principe même représentait une violence à l'égard des sujets. En Angleterre, d'innombrables ouvrages s'attachèrent à l'étude et à la comparaison du *Annual Income*, de l'*Annual Expence*, de la part de l'Etat et de la Dette publique, des frais de guerre et du coût du ravitaillement, etc., ceci non seulement pour les pays d'Europe mais aussi pour quelques nations d'autres continents. Nous ne rappellerons de cette production très riche que Michel G. et Edward T. Mulhall, qui ont élaboré les statistiques du Revenu National dans la seconde moitié du XIX^e siècle pour toute une série de pays¹⁷, et qui se sont intéressés particulièrement aux républiques de la Plata¹⁸. Cette littérature abondante et riche, était indépendante de l'étude des revenus publics, étude que menaient à bien John Sinclair, Postlethwayt, etc.¹⁹.

¹⁵ *Discourses...,* p. 194.

¹⁶ La statistique générale n'exista que sous Colbert et sous l'Empire, et les évaluations de la consommation, ou de la production, ont fourni la base des estimations.

¹⁷ M. G. MULHALL, *Balance-sheet of the worl for ten years, 1870—1880*, Londres, 1881, et *Dictionary of statistiques*, Londres, 1884, ainsi que *The progress of the world*, Londres, 1880.

¹⁸ M. G. et E. T. MULHALL, *Manual de las republicas del Plata*, Buenos Aires-Londres, 1876, et *Handbook of the River Plate*, Buenos Aires, 1885.

¹⁹ Dont les chiffres annuels d'impositions attendent une utilisation possible pour les calculs du produit au XVIII^e siècle.

Au XVIII^e siècle, à une quinzaine d'années d'intervalle, la France et l'Angleterre contribuèrent d'ailleurs puissamment à la progression de la science économique, mais le développement historique particulier à chacun des deux pays les amena à des conceptions très différentes de la richesse et du revenu. Tandis que Quesnay appuyait son système sur l'agriculture, activité productrice par excellence (n'était-ce pas la paysannerie qui payait la plupart des revenus de l'Etat?), l'Ecossais Adam Smith distinguait trois sources de revenu: la terre, le travail, le capital²⁰. En France même, le schéma smithien contribua à améliorer l'approximation des estimations, de celles de Tolosan par exemple (1789)²¹, dans le même sens que Vauban, c'est-à-dire en les appliquant à une situation hypothétique.

C'est toujours dans le même but de renforcer la puissance de l'Etat, que les estimations se multiplièrent en France, au XVIII^e siècle, sous la monarchie, puis sous la Révolution: «une infinité de plans manuscrits ou imprimés furent adressés au comité» (de l'imposition)²²; vers la fin du XIX^e siècle encore, «la nécessité d'une nouvelle réforme fiscale se faisant alors sentir²³».

Il est hors de notre propos de dire si c'est l'aspect positif ou négatif de l'action de l'Etat, si c'est l'avance ou le retard de la «centralisation» économique et politique qui ont pesé si fortement sur les responsabilités de l'Etat en France, dans cette inaptitude à la statistique et dans l'absence d'esprit d'entreprise — même si, comme il semble, les explications de Bert F. Hoselitz²⁴ sont

²⁰ *An Inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*, 1776, Livre I, XI: «...the rent of land, the wages of labour, and the profits of stock.»

²¹ Cité et étudié par J. MOLINIER, «Les calculs d'agrégats en France antérieurement à 1850», in *Revue d'économie politique* (1957), p. 875—897, en particulier p. 881 et 889.

²² J. MOLINIER, *ibidem*, p. 877, note 1. Cf., au sujet de ces estimations, J. A. LESOURD, «Le Revenu National», in *Information historique*, nov.-déc. 1958, p. 191—202.

²³ *Idem*, *ibidem*, p. 880.

²⁴ «Entrepreneurship and Capital formation in France and Britain since 1700», in *Capital formation and economic growth*, Princetown, 1955, p. 297 à 337, et la discussion, *ibidem*, p. 373 et ss. La question reste ouverte; citons ALEXANDER GERSCHENKRON, «Social Attitudes, Entrepreneurship, and

excessives. A la question de savoir depuis quand ce retard se fait sentir, Marc Bloch a donné un début de réponse dans certaines de ses études.

La tentation est grande, toutefois, lorsqu'on parle de «Revenu National» ou de «l'état de l'Angleterre et de la France au XIX^e siècle», d'y voir clairement la préparation du développement économique de ces deux pays, les phases de leur «croissance», une appréciation globale des grandes transformations qui furent alors rendues possibles et qui commencèrent à avoir lieu, avec des décalages, dans certains pays et non dans les autres. Il nous importe peu que cette appréciation soit ou non compatible avec le vieux concept de «Révolution industrielle», malgré sa commodité, ou qu'elle contribue ou non à voir plus qu'une dichotomie commode et arbitraire dans le «problème des pays dits sous-développés».

En réalité, c'est du retour à l'histoire, à l'explication historique, qu'il faut espérer la clarification de ces questions, et ce sont d'abord les limitations mêmes du concept smithien de Produit et de Revenu National qui demandent cette explication. Adam Smith était sensible à la durée des biens, et ceci correspond aux buts fondamentaux du capitalisme industriel: s'assurer dans l'avenir un pouvoir (une richesse) équivalent à celui du présent, à travers les changements économiques ou monétaires. Les flux autres que ceux de biens matériels n'offraient aucun intérêt dans une évaluation de pouvoir (ou de cette richesse); en réalité les services ont une valeur toujours actualisée dont l'évaluation est illusoire et n'ajoute rien au revenu. C'est le faux problème des pays sous-développés, particulièrement sensible en histoire, comme nous le verrons²⁵.

Economic Development», in *Economic Progress*, éd. L. DUPRIEZ, Louvain, 1955, et maintenant dans *Economic backwardness in historical perspective*, Cambridge, Mass., 1962, p. 52 et ss.; BERTRAND GILLE, «Recherches sur le problème de l'innovation. Perspectives historiques dans le cas français», *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série AD, n° 1 (1961), p. 135—168; R. E. CAMERON, «Profit, croissance et stagnation en France au XIX^e siècle», in *Economie appliquée*, 10, n° 2—3 (1957), p. 409—444.

²⁵ En principe, les services non-rentables ne doivent pas être considérés dans les évaluations historiques, à moins de vouloir égaliser, ce qui serait absurde, la valeur des manufactures textiles à la résistance physique demandée par l'utilisation de vêtements insuffisants; ce serait, pratiquement,

Karl Marx et les économistes marxistes ont été sensibles au caractère fondamental d'actualisation (et d'accroissement) du Capital, y compris l'intérêt; et, disons-le toute de suite, ils n'ont pas été les seuls²⁶.

Faute de comprendre l'essentiel et de pouvoir insérer leurs explications dans un programme ou dans une voie de recherches, les historiens se sont éloignés de ces problèmes, encore parce que les ententes interdisciplinaires sont rares et partielles. Au contraire les économistes, qui ont beaucoup étudié les oscillations de la conjoncture, tant qu'elles ont dominé les sociétés industrielles, se sont tournés vers les calculs d'agrégats depuis que, pour une phase à première vue très passagère de l'économie mondiale et de la technologie, «le problème de la croissance, ou du développement si l'on préfère, est devenu d'autant plus angoissant qu'il ne se présente plus sous la forme d'une option mais d'une nécessité²⁷». Les calculs d'agrégats ont été à nouveau très en faveur dès 1930 environ, et surtout après la dernière guerre mondiale. C'était l'Etat qui en donnait l'exemple, et qui lançait la «comptabilité nationale». Les calculs du XIX^e siècle ont été alors repris.

Des historiens, notamment François Simiand²⁸, Ernest Labrousse²⁹ et A. Chabert³⁰, qui ont travaillé sur les mouvements des

vouloir réhabiliter «économiquement» les schémas médiévaux, comparant le coût de la protection féodale ou seigneuriale aux investissements non-productifs de l'Etat moderne. Les plus hauts niveaux de vie donnent des termes de comparaison utiles et significatifs pour nous. Cf. SIMON KUZNETS, *Six lectures in economic growth*, Glencoe, Illinois, 1959, p. 16 et ss.

²⁶ Cf. PAUL STUDENSKI, *The income of nations*, Part II, chap. 12, art. 2, 3, 4, New York, 1958.

²⁷ PAUL BAIROCH, *Révolution industrielle et sous-développement*, Paris, 1963, p. 7. Au sujet de l'épanouissement des travaux sur les séries longues de comptabilité nationale à partir de 1930, cf. J. MARCZEWSKI, «Histoire quantitative. Buts et méthodes», in *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série AF, n° 1 (1961), p. XL—XLI.

²⁸ *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie. Essai de théorie expérimentale du salaire*, 3 vol., Paris, 1932, en particulier dans III, p. 94—95, 98, 100—102, 110—111.

²⁹ *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, 2 vol., Paris, 1935, et *La crise de l'économie française à la fin de l'ancien régime et au début de la Révolution*, Paris, 1944.

revenus au XVIII^e et au XIX^e siècle, furent attentifs à ces calculs. Des statisticiens et des économistes les ont étudiés dernièrement : Phyllis Deane³¹, surtout, a repris les calculs anglais du XIX^e siècle et les a utilisés pour expliquer les conditions de la «croissance économique» du Royaume-Uni. Une équipe dirigée par François Perroux et J. Marczewski³² reconstitue l'histoire quantitative de l'économie française à partir du XVIII^e siècle. Le cadre est, ici et

³⁰ *Essai sur les mouvements des revenus et de l'activité économique en France de 1798 à 1820*, Paris, 1949, en particulier p. 144—145 (la production industrielle d'après TOLOSAN, 1788, et CHAPTEL, 1812), p. 427 (évaluations du revenu français : le revenu brut et le revenu net agricole entre 1780 et 1820), p. 428 (le revenu par tête d'après DUTENS, 1790, 1815, 1835 ; la fortune française en capital et en revenu, d'après LAVOISIER et CHAPTEL, 1781—1791, CHAPTEL, 1812 et J. B. Say, 1820).

³¹ «The implications of early National Income estimates for the measurement of long-term economic growth in the United-Kingdom», in *Economic Development and Cultural Change*, vol. 4, n° 1 (1955), p. 3—38; «Contemporary estimates of National Income in the first half of the Nineteenth Century», in *Economic History Review*, 2^e série, vol. 8, n° 3 (1956), p. 339—354; «Contemporary estimates of National Income in the second half of the Nineteenth Century», *ibidem*, 2^e série, vol. 9, n° 3 (1957), p. 451—461; «The Industrial Revolution and economic growth. The evidence of early British National Income Estimates», in *Economic Development and Cultural Change*, vol. 5, n° 2 (1957), p. 159—174; «Capital formation in Britain before the Railway Age», *ibidem*, vol. 9, n° 3 (1961).

³² Premiers résultats dans «La croissance du revenu national français depuis 1780», in *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série D, n° 7 (1952); et, dans l'ordre de leur parution : «La croissance économique française, par l'I.S.E.A.», in *Income and Wealth*, 3 (1955), p. 45—100, dont il convient de faire ressortir l'étude de FRANÇOIS PERROUX, «Prise de vue sur la croissance de l'économie française, 1780—1950», p. 47—78; J. MARCZEWSKI, «Le Take-off en France», in *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série AD, n° 1 (1961), p. 69—94 (paru en version anglaise dans W. W. ROSTOW, *The economics of Take-off*, Londres, 1963, p. 119—138); «Some aspects of the economic growth of France, 1660—1958», in *Economic Development and Cultural Change*, vol. IX, n° 3 (1961), p. 369—386. Trois numéros des *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série AF (Histoire quantitative de l'économie française) sont parus : I : J.-C. TOUTAIN, «Le produit de l'agriculture française de 1700 à 1958», 1. «Estimation du produit au XVIII^e siècle», avec une introduction méthodologique par J. MARCZEWSKI, Paris, 1961, II : J.-C. TOUTAIN, «Le produit de l'agriculture française de 1700 à 1958», 2. «La croissance». Paris, 1961; III : J. C. TOUTAIN, «La population de la France de 1700 à 1959», avec une préface de J. MARCZEWSKI, Paris, 1963.

là, la «nation», comme il le fut entre les deux guerres et dès le début de ce siècle; il s'est précisé à mesure que les «nations» prenaient forme et force. Les calculs se sont généralisés à mesure qu'il devenait indéniable qu'un développement économique d'un type particulier avait lieu dans le cadre de chaque «nation³³». Ces calculs par agrégats sont difficilement comparables, du moins avant le milieu du XIX^e siècle; d'autre part, leur *coverage* n'est pas assez étendu pour permettre l'étude de la répartition des revenus dans une «nation», même dans le cas de l'Angleterre, dont les séries de chiffres demeurent les plus riches³⁴.

II

Les évaluations globales et l'histoire quantitative

Après la parution des importants manuels de W. S. et E. S. Woytinski (1953)³⁵, ou surtout de Paul Studenski (1958)³⁶, après les études successives et extrêmement subtiles de Simon Kuznets³⁷, on n'a pas cessé d'étoffer les statistiques sur le Produit National ou le Revenu National, sur la part des différentes branches de la

³³ Cf. SIMON KUZNETS, *Six lectures...*, p. 15—18, et «Sur la croissance économique des nations modernes», in *Economie appliquée*, tome X, n° 2—3 (1957), p. 240 et ss. Sur la possibilité d'une hiérarchie dans la «backwardness», cf. ALEXANDER GERSCHENKRON, *Economic backwardness in historical perspective*, p. 6 et ss.

³⁴ La preuve en est l'impasse à laquelle est parvenue la discussion sur le niveau de vie en Angleterre durant la première moitié du XIX^e siècle, discussion rouverte par R. M. HARTWELL, «The rising standard of living in England, 1800—1850», in *Economic History Review*, 2^e série, 13, n° 3 (1961), p. 397—416; reprise par E. J. HOBSBAWM et R. M. HARTWELL, «The standard of living during the industrial revolution», *ibidem*, 2^e série, 16, n° 1 (1963), p. 120—146. Ces questions ont été abordées de façon trop rapide par JEAN FOURASTIÉ, *Machinisme et bien-être. Niveau de vie et genre de vie en France de 1700 à nos jours*, 3^e éd., Paris, 1962.

³⁵ *World Population and Production*, New York, 1953.

³⁶ *The Income of Nations*, New York, 1958.

³⁷ Indications bibliographiques dans *Six lectures...*, dans «Sur la croissance économique des nations modernes», et dans J. MARCZEWSKI, «Histoire quantitative». Cf. plus loin, notes 67 à 71.

production, des chapitres de dépense, des importations, des exportations. Ce travail si riche des économistes est plein d'enseignements pour les historiens qui désirent — ou qui prétendent au moins — poursuivre leurs estimations dans le passé et augmenter dans la mesure du possible le nombre des «données comparables». Plein d'enseignements, il l'est d'autant plus qu'il appelle l'intervention des historiens, puisque par la situation qu'ont créée les statisticiens et les économistes, il n'est pas plus facile d'étudier la «croissance» ou les changements dans les structures économiques entre le XVIII^e et le XIX^e siècles, que de comparer les «nations» européennes entre elles³⁸.

Tout d'abord, certaines de ces «nations» se sont affirmées tardivement; qui plus est, dans beaucoup d'entre elles, durant ce qu'il peut être convenu d'appeler l'Ancien Régime, le fossé entre les intérêts de l'Etat et de l'économie nationale était plus large qu'il n'a été dit. Encore faut-il éviter (comme toujours en histoire) de prendre ces distinctions dans un sens trop strict et trop limitatif³⁹. En histoire, des situations contemporaines identiques ne comportent pas nécessairement les mêmes virtualités, selon le passé, car la forme de la création immédiate de ces situations aussi bien que le passé lointain de chacune déterminent des lignes de cheminement différentes dans chaque cas⁴⁰. Rien d'étonnant à cela. Ne serait-il pas également absurde de comparer des indices de croissance sans tenir compte de la base, du niveau de départ et de l'ensemble des forces économiques, c'est-à-dire du *climaticeric*? Disons, dans un style imagé, que pour discuter ces situations contemporaines identiques, il faut les placer, et replacer leur élaboration, sur une échelle semi-logarithmique. D'une part, par exemple, la création de la «nation» française se fit lentement,

³⁸ Des difficultés d'un autre ordre, de fond, ont été soulevées à plusieurs reprises, cf., notamment, CORRADO GINI, «Aperçu des conceptions occidentale et orientale du progrès économique», in *Bulletin international des Sciences sociales*, 6, n° 2 (1954), p. 256—260.

³⁹ C'est souvent le cas, et de toute évidence seul un travail patient d'accumulation de matériaux permet de répondre aux objections, pas de les écarter, toutefois; cela demande précisément le travail d'équipe et l'accord interdisciplinaire.

⁴⁰ Cf. notamment ALEXANDER GERSCHENKRON, *op. cit.*, *passim*.

d'autre part, au contraire, celle des «nations» allemande et japonaise fut très rapide et se fit à l'heure des révolutions technologiques⁴¹. Le taux de croissance et surtout les modalités de cette croissance ont certainement été très différents dans chaque cas⁴².

Les statistiques du Revenu National englobent ces situations contemporaines identiques, ainsi précédées par un passé chaque fois particulier, et naturellement suivies par des développements comparables mais pas nécessairement parallèles. Telles qu'elles ont été pratiquées et tout en étant pertinentes pour l'économie politique, elles contiennent des périodes assez courtes et couvrent des zones très restreintes. L'époque de la statistique nationale, malgré Vauban ou, beaucoup plus tard et à un autre niveau, malgré le méconnu Joseph Lang⁴³, ne commence qu'après 1850: elle a donc tout juste un siècle. Peu de pays y sont compris, malgré Mulhall, Kuznets ou Deane, et Perroux-Marczewski.

La technologie, qui a marqué toute la vie de l'homme durant les derniers millénaires et qui a décidé des changements les plus importants, fournit depuis le XIX^e siècle les matériaux nouveaux sur lesquels s'oriente pratiquement toute la recherche actuelle: chiffres de population (dans un sens large), de production, relations de chiffres, pondérations d'informations. Le triomphe de la technologie donna un sens nouveau aux premières applications de la statistique (W. Petty, 1665; G. King, 1696), ainsi qu'aux débuts de son enseignement (Schmeitzel et Strouve, Iéna, 1723), et ap-

⁴¹ Cf. J. MARCZEWSKI, «Y a-t-il un „Take-off“...», p. 93—94, et «The Take-off hypothesis», p. 137—138; SHIGETO TSURU, «The Take-off in Japan, 1868—1900»; W. W. ROSTOW, *The economics of Take-off*, Londres, 1963, pp. 139—150, en particulier p. 143—145; WALTER G. HOFFMANN, «The Take-off in Germany», *ibidem*, p. 195—118; WOLFRAM FISCHER, «Government activity and industrialization in Germany (1815—1870)», *ibidem*, p. 83—94; etc.

⁴² R. E. CAMERON, «Profit, croissance et stagnation», p. 410: «...comparé aux taux de croissance en Allemagne, dans les pays scandinaves et aux Etats-Unis, le taux de croissance en France, au cours des années 1871—1914, fut tel que ces années font figure d'une période de stagnation relative.»

⁴³ Cf. G.-H. BOUSQUET, «Un précurseur totalement inconnu de l'étude mathématique du revenu national: Joseph Lang», in *Revue économique*, 10, N° 2 (1959), p. 268—274.

porta enfin sa définition (Cournot, Bertillon, Léon Say). Surtout, il donna lieu à la création de séries de chiffres: que ceux-ci livrent ou non leur secret, on les étudie. Mais, naturellement, les pays qui n'ont pas connu le triomphe des techniques manquent des chiffres qu'elles apportent. En réalité, les statistiques sont le produit de la coexistence d'un Etat efficace avec un niveau technique avancé. En France, et dans beaucoup de pays européens, économistes et statisticiens ont multiplié les estimations et les évaluations, sans aboutir pour autant à des séries statistiques, difficilement créées encore de notre temps. Le passage d'un système économique à un autre, ou d'un type d'organisation à un autre, doit parfois se passer de statistiques, mais l'histoire quantitative, le traitement des chiffres, restent utiles et nécessaires. Qui plus est, ce peut être l'occasion d'affiner les méthodes et de rendre plus précises ces études de transformations et de mouvements venant du passé.

* * *

L'histoire quantitative, en train de naître, est une création des économies industrielles, de leur complexité nécessaire, des choix qui leur sont imposés⁴⁴, bien plus délicats et plus fréquents que ceux sur lesquels peuvent déboucher les économies agricoles en développement⁴⁵. Aussi, le nombre des pays qui possèdent des sta-

⁴⁴ Cf. à ce sujet les remarques très fines de BERTRAND GILLE, «Recherches sur le problème de l'innovation. Perspectives historiques dans le cas français», in *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série AD, n° 1 (1961), p. 135—168 et, en particulier, p. 143—146. Cependant, je rappellerai à quel point les hommes d'affaires étaient attentifs aux oscillations de l'offre et de la demande; dans la mesure où ils participaient à la production, ils la lançaient ou la freinaient. Certaines places, et en particulier les Foires, constituaient des observatoires de la «conjoncture» et les marchands, comme les fonctionnaires, transmettaient continuellement des informations intéressant la production. Cf., notamment, H. CHOBAUT, «La foire de Beaucaire de 1789 à 1796», in *Annales historiques de la Révolution française*, 34 (1929), p. 359—371.

⁴⁵ Cf. MAURICE LENGELLE, «Genèse et champs d'application de l'économie alimentaire», in *Recherches économiques. Aperçus sur quelques travaux récents*, Congrès du Luxembourg de l'Association française pour l'avancement des sciences, Paris, Observation économique, 11 (1956), p. 263—283; cf. HENRIQUE DE BARROS, «A controvérsia doutrinária en torno da lei dos acréscim

tistiques de la population, de la production, du revenu et du produit, est-il modeste. Pour un groupe restreint de «nations», ces statistiques prennent origine au XIX^e siècle; pour quelques autres avant la guerre de 1914—1918, pour un nombre plus important entre 1930 et 1939; et pour presque tout le reste seulement après 1945.

Les pays favorisés ont été ceux dont l'économie avait atteint un degré d'efficience technique et de productivité avancés, ceux qui se constituèrent en un Etat vers la fin du XIX^e siècle, ou quelques autres dont la colonisation anglo-saxonne fit des partenaires de la Grande-Bretagne. Il s'agit évidemment du Royaume-Uni (depuis 1855, l'Angleterre depuis 1801⁴⁶), mais aussi de l'Allemagne (à partir de 1851—1860⁴⁷), et de l'Italie (1861)⁴⁸, Etats

mos decrescentes de rendimento», in *Revista de economia* (Lisbonne), fasc. 1 (1950), p. 16—22; cf. encore JOSÉ-GENTIL DA SILVA, «Au Portugal: structure démographique et développement économique», in *Studi in onore di Amintore Fanfani*, II, Milano, 1962, p. 493—510. Tout ceci a été étudié dans *En Espagne: développement économique, subsistance, déclin*.

⁴⁶ Ceci sans compter évidemment les estimations contemporaines, contrôlées par PHYLLIS DEANE et citées ci-dessus, note 31. Cf. B. R. MITCHELL et PHYLLIS DEANE, *Abstract of British Historical Statistics*, Cambridge, 1962; JAMES B. JEFFERYS et DOROTHY WALTERS, «National Income and Expenditure of the United Kingdom, 1870—1952», in *Income and Wealth*, série V (1955), p. 1—40; CHARLES P. KINDLEBERGER, *Economic growth in France and Britain, 1851—1950*, Cambridge, Mass., 1964.

⁴⁷ W. HOFFMANN et J. H. MÜLLER, *Das deutsche Volkseinkommen, 1851 bis 1957*, Tubingue, 1959; PAUL JOSTOCK, «The long-term growth of national income in Germany», in *Income and Wealth*, série V (1955), p. 79—122. Cf. aussi WILHELM ABEL, «Zur Entwicklung des Sozialprodukts in Deutschland im 16. Jahrhundert. Versuch eines Brückenschlags zwischen Wirtschaftstheorie und Wirtschaftsgeschichte», in *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 173 (1961), p. 448—449. Parmi les spécialistes allemands de ces questions, citons HELMUT KOZIOLEK, MANFRED FUNKE, KURT FRENZEL.

⁴⁸ «Indagine statistica sullo sviluppo del reddito nazionale dell'Italia dal 1861 al 1956», in *Annali di statistica*, Rome, a. 86, série VIII, vol. 9 (1957); FRANCESCO COPPOLA D'ANNA, *Popolazione, reddito e finanze pubbliche dell'Italia dal 1860 ad oggi*, Rome, 1946; M. SANTORO, *L'Italia nei suoi progressi economici dal 1860 al 1910*, Rome, 1911; J. TIVARONI, «Contribuzioni e reddito dei privati in Italia dalla proclamazione del Regno ai giorni nostri», in *Metron*, n° 2 (1926), p. 137 et ss.; SILVIO GOLZIO, *Sulla misura delle variazioni del reddito nazionale italiano*, Turin, 1951.

qui naissaient à peine. La Suède (1861)⁴⁹, ce pourvoyeur de l'Angleterre, de l'Allemagne et des Etats-Unis, avec la Norvège (1865)⁵⁰, et le Danemark (1870)⁵¹ complètent ce petit groupe européen de «nations» possédant les plus longues séries de statistiques sur le Produit et le Revenu National. Il faut ajouter trois autres «nations» anglo-saxonnes: les Etats-Unis (1799—1850)⁵², l'Australie (1861)⁵³ et le Canada (1870)⁵⁴. Les «nations» nouvelles l'emportent largement; deux d'entre elles ne sont, et ne seront pas avant longtemps, des pays ou des Etats. Ensuite seulement, en 1878, le Japon (rénové par la réforme de 1873)⁵⁵ et, en 1892, la France⁵⁶, une des plus anciennes, des plus riches et des plus brillantes «nations» du vieux continent, rejoignent ce «club» restreint.

⁴⁹ ERIC LINDAHL, EINER DAHLGREN, KARIN KOCK, *National Income of Sweden, 1861—1930*, 2 vol, Stockholm et Londres, 1937; OLOF LINDAHL, «Some results of an investigation of the Gross Domestic Product of Sweden for the Period 1861—1951», in *25 Economic Essays in Honour of Eric Lindahl*, Stockholm, 1956. Cf. aussi E. F. SÖDERLUND, «The Impact of the British Industrial Revolution on the Swedish Iron Industry», in *Studies in the Industrial Revolution*, éd. par T. S. ASHTON, Londres, 1960, p. 52—65.

⁵⁰ SIMON KUZNETS, «Quantitative aspects of the economic growth of nations», in *Economic Development and Cultural Change*, 10, n° 2 (1962), p. 73.

⁵¹ KJELD BJERKE, «The National Product of Denmark, 1870—1952», in *Income and Wealth*, série V (1955), p. 123—151; KJELD BJERKE et NILSE USSING, *Studies over Denmark's National Product, 1870—1950*, Copenhague, 1958.

⁵² ROBERT FRITZ-RANDOLPH MARTIN, *National Income in the United States, 1799—1938*, New York, 1939.

⁵³ J. M. GARLAND et R. W. GOLDSMITH, «The National Wealth of Australia», in *Income and Wealth*, série VIII (1959), p. 323—364; T. A. COGHLAN ayant estimé les revenus privés entre 1813 et 1905.

⁵⁴ Sources dans SIMON KUZNETS, «Quantitative aspects...», 10, p. 73.

⁵⁵ HENRY ROSOVSKY, *Capital formation in Japan, 1868—1940*, Chicago, 1941; SHIGETO TSURU et KAZUSHI OHKAWA, «Long-term Changes in the National Product of Japan since 1878», in *Income and Wealth*, série III (1953), p. 19—44; YUZO YAMADA, «Notes on income growth and the rate of saving in Japan», in *Income and Wealth*, série V (1955), p. 224—242; SHIGETO TSURU, «The take-off in Japan, 1868—1900»; W. W. ROSTOW, *The economics of Take-off*, Londres, 1963, p. 139—150.

⁵⁶ Cf. CHARLES P. KINDLEBERGER, *Economic growth...*, p. 338, et J. MARCZEWSKI, «Y a-t-il eu un 'Take-off' en France?», p. 73.

En Suisse, on estima très tôt les revenus individuels, sur la base de l'impôt sur le revenu, ainsi à Neuchâtel, en 1874. Sans compter les estimations de Mulhall (1880—1889), les premières études sur le revenu national couvrent les années 1895 et 1899⁵⁷.

Parmi les pays dont on a pu trouver ou établir des statistiques à partir du début du XX^e siècle⁵⁸, citons la Hongrie⁵⁹, l'Argentine⁶⁰, les Pays-Bas⁶¹. D'autres par contre, et parmi eux l'Espagne par exemple⁶², attendent les années 1950 pour y parvenir — et

⁵⁷ T. GEERING et R. HOTZ, *Wirtschaftskunde der Schweiz*, Zurich, 1902. La 4^e édition, en 1910, ajoute l'étude de 1905, la cinquième, en 1914, ajoute 1913.

⁵⁸ On a effectué des estimations du revenu national ou du produit, pour d'autres pays aussi, sans qu'on possède aujourd'hui des séries statistiques : ainsi l'Autriche (en particulier, K. CZOERNIG, 1861, et ROSCHMAN, après 1883), la Bulgarie (CYRIL POPOFF, *Bulgarie économique*, Sofia, 1920, édition bulgare, en 1915 : de 1896 à 1911), la Russie (V. I. POKROVSKI, 1894 ; S. N. PROKOPOVITCH, début du XX^e siècle). Les évaluations élaborées ou recueillies par M. G. MULHALL ou LEONE LEVI, entre autres, appellent la comparaison de tous les chiffres existants, de plus en plus nombreux. Cf. W. S. et E. S. WOYTINSKI, *World Population and Production*, New York, 1953 ; PAUL STUDENSKI, *The Income of Nations*, New York, 1958, et les travaux de SIMON KUZNETS. Ces tableaux offrent toujours une base au calcul rétrospectif et à sa critique, mais il devient surtout urgent de revoir la définition même du produit, d'un point de vue historique, puisqu'elle s'applique, comme nous nous en apercevons, en revoyant les dates d'estimations et de statistiques, aux économies industrielles ou en début d'industrialisation, et n'est donc pas valable ni utile avant le XIX^e siècle.

⁵⁹ ALEXANDER ECKSTEIN, «National income and capital formation in Hungary, 1900—1950», in *Income and Wealth*, série V (1955), p. 152—223 ; FRIEDRICH VON FELLNER, «Das Volkseinkommen Österreichs und Ungarns», in *Statistische Monatsschrift*, n. série, vol. XXI (1916), p. 485—625. Cf. encore MATYAS MATOLCSY et ISTVAN VARGA, *The National Income of Hungary, 1924—1925, 1936—1937*, Londres, 1938.

⁶⁰ SIMON KUZNETS, «Quantitative aspects...», X, p. 74 ; ALEXANDER GANZ, «Problems and Uses of National Wealth Estimates in Latin America», in *Income and Wealth*, série VIII (1959), p. 217—273, en particulier p. 242 et ss.

⁶¹ «The preparation of a national balance sheet: experience in the Netherlands», in *Income and Wealth*, série VIII (1959), p. 119—146.

⁶² Deux critiques excessives des premières évaluations : AMARO GUERRERO, «A proposito de „La Renta Nacional de España“», in *Moneda y Crédito*,

avec beaucoup de mal. Ce tableau aurait un aspect assez différent si nous tenions compte des premières estimations, des calculs de statisticiens⁶³, ou d'hommes politiques⁶⁴, mais nous voulons ici procéder à une sorte d'inventaire des matériaux existants ou recensés, et ignorer les chiffres hypothétiques, pour vraisemblables qu'ils soient.

Faisons le point : les statistiques concernant le Revenu National (répétons-le, très différent du revenu des consommateurs) commencent vers 1850, pour sept ou huit «nations». La France et les autres pays industriels attendent la fin du XIX^e siècle pour y participer. Le reste du monde, dans sa presque totalité, attend un siècle. Cependant Phyllis Deane⁶⁵, François Perroux et J. Marczewski reprennent les vieilles estimations, les critiquent, les comparent en vérifiant la structure. L'équipe française peut ainsi prétendre atteindre, si l'on peut dire, le début du XVIII^e siècle. Une première «prise de vue sur la croissance de l'économie française» a donné à François Perroux⁶⁶ l'occasion de reconstituer un modèle qui reste à vérifier, à étoffer, plus qu'à discuter. Dans son étude d'ouverture de la série de cahiers consacrée à l'histoire quantitative

dito, n° 17 (1946), p. 3—18; A. GOMEZ ORBANEJA, «La valoración de la Renta Nacional en España. Critica de las evaluaciones realizadas», *ibidem*, n° 7 (1943). Cf. aussi JOSÉ ROS JIMENO, «La Renta agricola de España y el problema de su valoración», in *Revista de Estudios agro-sociales*, n° 6 (1954). Il y avait eu les estimations d'ANDRÉ BARTHE, «Essai d'évaluation de la Richesse de l'Espagne», in *Journal de la Société de statistique de Paris*, 58 (1917), p. 157—161, de J. A. VANELLOS, «La Richesse et le Revenu de la Péninsule Ibérique», in *Metron*, vol. V, n° 4 (1925), p. 151 et ss., et de la Banque Urquijo. Il y eut ensuite l'étude faite par la «Comisión de la Renta Nacional», *La Renta Nacional de España*, Madrid, 1945. Finalement, la Banque de Bilbao fit calculer le revenu national et sa répartition en 1955, 1957 et 1960: *Renta Nacional de España y su distribución*, Bilbao, 1963.

⁶³ Les ouvrages des MULHALL, par exemple, contiennent des chiffres pour les Etats-Unis mais aussi pour le Brésil, le Canada, l'Argentine, le Mexique, le Chili, le Pérou, le Venezuela, l'Equateur, la Colombie, la Bolivie et l'Uruguay, en Amérique.

⁶⁴ De toute façon, les estimations de FRANCESCO S. NITTI, par exemple, ont été largement dépassées.

⁶⁵ Cf. note 31.

⁶⁶ Cf. note 32.

de l'économie française, J. Marczewski⁶⁷ a défini l'histoire quantitative et ses instruments: compte de production, compte de revenu produit, compte de revenu disponible, compte des opérations financières, compte des opérations extérieures, ainsi que le contrôle horizontal de la cohésion interne de ces comptes, le contrôle vertical, chronologique ou structural. Procédant par périodes décennales, il a discuté les limites opposées aux calculs d'agrégats et expliqué les méthodes.

Dans son historique des travaux d'«établissement, de recensement et d'analyse des évaluations du Revenu National, de la richesse et de leurs composantes, pour les pays qui disposent de données adéquates s'étendant sur un demi-siècle au moins et permettant ainsi l'observation des trends à long terme», J. Marczewski rappelle que cette nouvelle voie de recherche a été ouverte en 1950 sur l'initiative de Simon Kuznets. Ce dernier n'a pas seulement lancé ces études, il y a contribué d'une façon extraordinairement efficace, depuis son étude générale, insérée dans l'*Encyclopaedia of the Social Sciences* (englobant toutes les informations connues en 1933⁶⁸, jusqu'à son enquête sur *International Differences in capital formation and financing* (où il utilise les premières publications de l'après-guerre à ce sujet⁶⁹), ou à ses études sur *Quantitative aspects of the economic growth of nations*⁷⁰, sans oublier de nombreux articles⁷¹ et conférences⁷².

A part la création indispensable de nouvelles séries, et l'élaboration constante de calculs successifs dans le sens des recherches

⁶⁷ Cf. note 32, «Histoire quantitative».

⁶⁸ Vol. XI; paru ensuite dans *Readings in the theory of Income Distribution*, Londres, 1950.

⁶⁹ Dans *Capital formation and Economic growth. A conference of the Universities Bureau Committee for Economic Research*, Princeton, 1955, p. 19—111.

⁷⁰ *Economic Development and Cultural Change*, I, V, n° 1 (1956); II, V, n° 4 (1957); III, VI, n° 4 (1958); IV, VII, n° 3 (1957); V, VIII, n° 4 (1960); VI, IX, n° 4 (1961); VII, X, n° 2 (1962).

⁷¹ Notamment «Government Product and National Income», in *Income and Wealth*, série I (1951), p. 178—244; et surtout, pour nous, «Statistical Trends and Historical Changes», in *Economic History Review*, 3, n° 3 (1951), p. 265—278.

⁷² Cf. *Six lectures on economic growth*, Glencoe, Illinois, 1959. Cf. ci-dessus, note 37.

dirigées par Simon Kuznets⁷³, deux voies attirent les économistes-historiens. Premièrement, il est très tentant d'expliquer la croissance économique qui transforme le monde, chaque fois plus vertigineusement, après le XVIII^e siècle (quelle qu'ait été la vitesse initiale du décrochage). En second lieu, quoi de plus actuel que de vouloir discuter ces transformations, les progrès et les reculs relatifs qu'elles comprennent ici et là, de leur trouver une origine, des causes, de comprendre, grâce aux calculs du Revenu National, entre autres, pourquoi le développement est, ou n'est pas, positif⁷⁴.

Sensibles en cela au poids historique qui justifie pour Simon Kuznets⁷⁵ le cadre national, Bert F. Hoselitz⁷⁶, Alexander Gerschenkron⁷⁷, Paul Bairoch⁷⁸, par exemple, étudient historiquement l'influence de l'esprit d'entreprise, les «prerequisites de l'industrialisation moderne», les «faits de développement». Autour de W. W. Rostow⁷⁹, des économistes-historiens et des historiens-économistes discutent l'hypothèse du *take-off* et J. Marczewski⁸⁰ en vient à considérer, à partir de l'examen du cas français, que «pour une série de raisons historiques... il y a là un argument de plus pour considérer la croissance comme un phénomène extrêmement complexe qui suit l'influence d'une infinité de facteurs et, pour cette raison, ne se laisse pas enfermer dans des schémas trop simplifiés». C'était rejoindre la critique de fond qui avait fait conclure à Simon

⁷³ Publiées surtout dans *Economic Development and Cultural Change* et dans *Income and Wealth*.

⁷⁴ Ces mots n'ont pas un sens vague, FRANÇOIS PERROUX a précisé la signification de «croissance», «développement», «progrès économique». Cf. «La mesure des progrès économique et l'idée d'économie progressive», *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série I, n° 1. En étudiant l'histoire d'Espagne, nous avons cru pouvoir parler de «développement» négatif: *En Espagne: développement économique, subsistance, déclin* (à paraître).

⁷⁵ *Six lectures...*, p. 23.

⁷⁶ Cf. note 24.

⁷⁷ *Economic backwardness*, p. 5 et ss.

⁷⁸ *Révolution industrielle et sous-développement*, p. 211 et ss.: «Annexe historique.»

⁷⁹ *The economics of Take-off into sustained growth. Proceedings of a Conference held by the International Economic Association*, Londres, 1963.

⁸⁰ «The Take-off hypotheses», *ibidem*, p. 138: «...for a number of historical reasons...»

Kuznets⁸¹ qu'il serait préférable de parler de «phase initiale de la croissance économique moderne», que de *take-off*, pour tenir intégralement compte des données historiques. C'était également retrouver les réserves de Phyllis Deane et H. J. Habakkuk⁸² devant les propositions qu'ils devaient vérifier pour étudier le *take-off* en Angleterre (1783—1802), et leur sentiment d'un très lent développement du procès d'industrialisation. Ainsi, le spécialiste de l'économie française retrouvait-il les accents du spécialistes de l'histoire anglaise, de même qu'à travers l'histoire espagnole dont nous avons une courte expérience, nous avons retrouvé les accents des historiens-économistes français. Autrement dit, les obstacles à la croissance sont faciles à discerner dans le cadre «national» pour n'importe quel pays, tandis que la comparaison des différentes «nations» n'est presque toujours faite qu'à partir du point d'arrivée connu, et de données comparables seulement en apparence⁸³.

Tout ceci n'exigeait-il pas une «révision» des données statistiques déjà existantes et de leur signification? Elle fut faite notamment par Charles P. Kindleberger⁸⁴ qui, à la suite des contradictions que semblent mettre en évidence les travaux d'Ernest Labrousse⁸⁵, de Bertrand Gille⁸⁶ et de Claude Fohlen⁸⁷, par exemple, a décrit la difficulté d'expliquer étroitement par la théorie économique, la croissance économique particulière à l'Angleterre et à la France. Son étude, qui ajoute encore une voix aux dissonances provoquées par la «Révolution industrielle», dépasse les théories trop vagues

⁸¹ «Notes on the Take-off», *ibidem*, p. 43.

⁸² «The Take-off in Britain», p. 63—64 et 82.

⁸³ Nous pensons aux comparaisons et aux distinctions entre la France et l'Angleterre, au sujet de la «Révolution industrielle», particulièrement, mais généralisons.

⁸⁴ *Economic growth in France and Britain, 1851—1950*, Cambridge, Mass., 1964.

⁸⁵ Cf. «panorama de la crise», in *Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du XIX^e siècle, 1846—1851*, La Roche-sur-Yon, 1956, et C. P. KINDLEBERGER, *ibidem*, p. 220.

⁸⁶ «Recherches sur le problème de l'innovation», p. 144, etc.

⁸⁷ CLAUDE FOHLEN, «A propos d'un ouvrage récent: technique bancaire et progrès industriel dans la France du XIX^e siècle», in *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série AD, n° 1 (1961), p. 169—176.

et les explications partielles. Il rejoint même les chercheurs plaidant la nécessité d'une explication globale qui, ne pouvant qu'être historique, devra utiliser les matériaux et les méthodes de l'histoire quantitative, et exiger, entre autres, une profusion, une «totalité» de «données comparables» sur le Revenu National. Il est vrai que déjà François Perroux⁸⁸ met au point des cadres plus valables que la «nation»: la région motrice, le tableau inter-régional (nation), l'ensemble de ces tableaux. Mais n'allons pas trop vite. Que mesurer au juste dans une première étape de cette recherche que les historiens n'ont pas encore commencée? En quoi doivent consister ces «données comparables» dont il vient d'être question?

III

Les évaluations globales et la clarification des problèmes historiques

Nous pouvons dire que nos connaissances sur le Revenu National de la plupart des pays avant la fin du XIX^e siècle, et de leur totalité avant 1850, ne dépassent pas les connaissances de Vauban sur le revenu de la France de son époque. On n'a d'ailleurs rien fait, ou presque rien, pour en savoir davantage, si ce n'est l'unique enquête en cours, celle de l'équipe François Perroux-J. Marczewski pour l'époque 1700—1959 et les travaux de Phyllis Deane pour le XIX^e siècle. Quelles précisions et quelles simplifications exiger ou adapter aux estimations précédant l'ère statistique, dans le but de construire un tableau de «données comparables»? Les problèmes qui se posent à nous sont d'ordre théorique et la leçon des économistes a pour nous autres, historiens, une importance fondamentale. Ces problèmes se divisent en deux groupes, correspondant d'ailleurs aux deux sens dans lesquels progressent statistiques et calculs.

I. Dans le premier de ces groupes mettons les questions relatives au *coverage*. Il faut que nos estimations comprennent le plus possible d'aspects de la richesse économique, et de la richesse tout

⁸⁸ «La firme motrice dans une région et la région motrice», in *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série AD, n° 1 (1961), p. 11—67.

court. Or les services impayés atteignaient, avant la Seconde Guerre mondiale, une importance représentant dans certains pays plus du quart du Revenu National (avant leur addition), soit pas moins de 27,5% du Revenu National en Italie, ou de 26,3% du Revenu National aux Etats-Unis, et ailleurs, entre le dixième (10,7% en Hongrie) et le cinquième (19% en Finlande, 20,7% en Suède)⁸⁹. Livio Livi⁹⁰ a même estimé qu'en 1954, le Revenu National de l'Italie devait comprendre des flux en dehors du marché, flux occultes, c'est-à-dire non inclus dans les évaluations officielles, revenus qui lui auraient donné la structure suivante:

Flux de marché	67,7
Revenu visible en dehors du marché (évaluée et additionnée) . .	11,4
Revenu occulte (exclue des évaluations)	20,9
Total du revenu privé	100,0

Comme l'a encore remarqué Livio Livi⁹¹, si on pouvait intégrer les chiffres connus par ceux du revenu «occulte», la tendance très marquée à l'augmentation du revenu total en serait bien réduite. Est-ce bien ainsi, et dans quelles limites, dans quelles constances de structures? Est-ce que le «développement» (le passage d'un système économique à un autre, dans la définition de François Perroux⁹²) ne se traduit pas exactement par la rupture de cette constance? On voit la complexité des problèmes que nous abordons en ce qui concerne les sociétés précédant l'ère industrielle (et statistique)⁹³.

⁸⁹ PAUL STUDENSKI, *The Income of Nations*, II, chap. 12, art. 1, b, tableau 12-II.

⁹⁰ «Sur l'opportunité de dresser un compte spécial du revenu non monétaire», in *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, 25, 4^e livr. (1957), p. 219—227.

⁹¹ *Ibidem*, p. 226, note 7. L'étude de l'emploi au Portugal (1940) nous a fait trouver 59,1% de personnes actives occupées en des «professions diverses»: services (sic), militaires, intellectuels, etc. On a, par la suite, adopté d'autres critères et cette belle expression de «sous-emploi» s'est perdue. Cf. «Au Portugal: structure démographique et développement économique», in *Studi in onore di Amintore Fanfani*, Milano, 1962, II, p. 493—510.

⁹² Cf. note 73.

⁹³ Une discussion théorique dans PAUL STUDENSKI, *op. cit.*, II, chap. 12.

Aussi le premier but des historiens revient-il à proposer une définition du Revenu «national», ou du Produit brut, qui traduise les revenus et les dépenses en termes monétaires, aux prix du marché, les formes de toute comparaison ultérieure constituant un problème extérieur et à débattre dans chaque cas⁹⁴. Si, pour pouvoir remonter loin dans le passé, nous admettons qu'il soit possible et souhaitable d'adopter en général une base grossière de calcul, la consommation minime par exemple, il ne reste pas moins que la distinction même entre richesse économique et richesse non économique, entre richesse monétaire et richesse de subsistance, est, disons, le premier problème à résoudre, ou du moins à mettre en lumière, pour chaque époque, pour chaque région ou ensemble de régions, pour chaque société et chaque civilisation⁹⁵.

Autre élément complexe et difficilement mesurable, la part des dépenses de l'Etat (des structures politiques et sociales) a une importance fondamentale pour nos calculs. Nous l'avons dit plus haut: la longue époque que les historiens étudient est caractérisée par la formation et le constant grossissement de l'appareil et des dépenses de l'Etat. Il en dérive toute une série de problèmes et de discussion nécessaires. On peut cependant, pour simplifier considérablement les calculs, comparer l'Etat à un producteur ou à un consommateur privé. La définition que les historiens auront à utiliser s'éloigne de celle des économistes, car historiquement, l'Etat, c'est-à-dire la Couronne, ou le souverain, plus les courtisans, les féodaux et les privilégiés, ne sont pas des créateurs de services, ils consomment des biens matériels et ils en produisent également⁹⁶.

⁹⁴ «National» puisque la «nation» est le dénominateur commun des cadres à considérer; «prix du marché» parce que plus commode pour nous, l'extraction des taxes étant plus ou moins facile; les comparaisons en sont simplifiées. Cf. ODD AUKRUST et JUUL BJORKE, «Real capital and economic growth in Norway, 1900—1956», in *Income and Wealth*, série VIII (1959), p. 80—118, en particulier p. 81. Cf. aussi SIMON KUZNETS, «Statistical trends...», p. 270.

⁹⁵ SIMON KUZNETS, «Statistical trends and historical changes», p. 270.

⁹⁶ Cf. pour une orientation semblable, PIERRE VILAR, «Croissance économique et analyse historique», in *Première Conférence internationale d'histoire économique. Communications, Stockholm 1960*, Paris-La Haye, 1960, p. 35—82, en particulier, p. 71—72.

Laissons pour l'instant les problèmes relatifs aux régions, aux secteurs, à leurs fonctions dans l'ensemble, et à leur influence sur le sens du développement. Ce sera cependant par là qu'il faudra commencer dans bien des cas, puisque si, par exemple, l'établissement d'une comptabilité interrégionale fut entrepris en France⁹⁷, c'est qu'en l'état actuel des données statistiques, l'évaluation départementale des revenus est le point de départ de toute tentative de comptabilité générale: «la connaissance du revenu régional ou départemental permet d'estimer certaines grandeurs qui ne peuvent être directement observées⁹⁸. Voici donc un chemin offert aux historiens.

Je ne pense pas qu'il soit vain, pour nous autres historiens, d'exposer, fût-ce brièvement, quelques-uns de ces problèmes, qui peuvent sembler insolubles au chercheur isolé. En réalité, la recherche même des matériaux disparates sur lesquels l'historien doit se pencher lui offrira une première occasion de traiter efficacement ces problèmes. Aussi, plutôt que d'essayer de faire un inventaire de tentatives esquissées ici et là, examinons quelques résultats d'une enquête en cours, moins riche de résultats d'ailleurs que d'espoirs, car nous serons plusieurs, je crois, à la poursuivre. Il s'est agi seulement de préciser certains ordres de grandeur de l'économie castillane au XVI^e siècle⁹⁹, à partir surtout de deux enquêtes préliminaires: 1° sur la production agricole dans quatre régions castillanes, sa structure, et le rôle de l'autoconsommation (vers 1575)¹⁰⁰; 2° sur la distribution des métaux précieux à leur sortie de Séville, par région et par secteur d'activité économique, y compris naturellement les dépenses de l'Etat (1570—1571)¹⁰¹. Passant de la comparaison entre eux des résultats de ces deux enquêtes, et avec d'autres éléments quantitatifs ou descriptifs, à la vérification de la légitimité des rapports calculés et qui ont servi de tremplin à

⁹⁷ NICOLE DELEFORTRIE et JANINE MORICE, *Les revenus départementaux en 1864 et en 1954*, Paris, 1959.

⁹⁸ *Ibidem*, p. X.

⁹⁹ *En Espagne: développement économique, subsistance, déclin* (à paraître), chap. 3.

¹⁰⁰ *Ibidem*, chap. 1, «Villages castillans et marché intérieur».

¹⁰¹ *Ibidem*, chap. 2, «Métaux précieux au départ de Séville».

de successives estimations et confrontations, nous avons abouti à la construction d'un tableau. Cette élaboration est trop fastidieuse pour l'expliquer ici dans son détail, mais il suffit de savoir qu'à partir de la définition de l'autoconsommation nous avons calculé une valeur que nous appelons le Produit National Brut de la Castille, pour «une année quelconque du troisième quart du XVI^e siècle».

Millions de maravédis, prix moyens du marché, vers 1570

Agriculture, mines, pêche	{	Autoconsommation	13 470	62
		Excédents échangés	1 530	
		Commercialisation	970	
Artisanat	{	Métiers	2 470	15
		Fabrication populaire	1 530	
Services	{	Propriétés, rentes, etc.	1 200	33
		Etat	4 800	
Produit brut, en millions de maravédis		25 970		100
Produit brut, <i>per capita</i> , en maravédis		4 340		

Les faits les plus importants qui ressortent de ce tableau sont le poids de l'autoconsommation et celui de l'agriculture, qui n'atteignent cependant pas le poids relatif de la population agricole (80% estimé), la faiblesse des activités de transformation, les prix excessif de l'appareil royal, la modicité des services. Ce simple schéma à lui seul, plaide cependant pour le bien fondé de ces estimations. Dans les limites de rapports de masses calculés auparavant, et grâce à un certain nombre de simplifications et d'artifices, nous sommes parvenus à des résultats vraisemblables — la relation entre secteurs —, et à des chiffres déjà connus — le produit total¹⁰², le revenu moyen, les dépenses de l'Etat. Ce dernier chiffre est élevé, sa part dans le Produit l'est aussi, mais il nous semble valable; car au moment où la monnaie gagne fortement l'économie, l'Etat est l'artisan principal de ce progrès, et par contre la production reste à un niveau très bas.

¹⁰² Cf., notamment, FRANCISCO G. QUIJANO, «La distribución de la riqueza en la España del siglo XVI», in *Moneda y Crédito*, n° 19 (1946), p. 40—50.

Des sondages comparables sont possibles dans d'autres pays que la Castille, et il est possible aussi de les effectuer par régions, de manière à préciser directement la part de l'Etat dans les dépenses, celle du commerce, de la monnaie, de la richesse économique et de la richesse non-économique, en un mot. Evidemment, des problèmes dont la solution semble toute simple dans les sociétés industrielles, par exemple l'emploi, le temps du travail, constituent dans la recherche historique, durant les époques sans statistiques, de véritables casse-têtes, mais là résident pourtant, soulignons-le, nos propres problèmes: le sous-emploi, le sous-emploi larvé, l'épargne déguisée, moteur premier de tout développement économique, etc.

II. Le second groupe de nos problèmes englobe toutes les questions relatives à la «remontée dans le temps». Leur discussion risque d'être vraiment prématurée. Une solution finale ne pourra être que du type de celle adoptée par l'équipe F. Perroux-J. Marczewski: procéder par des périodes aussi souples que nourries d'informations. Sans doute faudra-t-il considérer des intervalles très longs: ce n'est pas là une faiblesse qui puisse diminuer la valeur de ces estimations.

Récemment, en France, on a fait précédé l'établissement d'une comptabilité interrégionale par une comparaison des revenus départementaux à cent ans d'intervalle¹⁰³. Le résultat des deux mensurations présente deux images fort différentes de la France, et cette constatation demande des explications auxquelles elle apporte cependant une échelle. «Echelle» ne veut toutefois pas dire nécessairement, et ne doit pas être confondu avec un quelconque rythme de progression. Nous l'avons mis en évidence dans une étude réalisée avec Jacques Bertin¹⁰⁴, et disposant d'un nombre très supérieur d'images, allant du XVI^e au XX^e siècle. Il s'agit d'une recherche parallèle à celle du Revenu National, mais qui nous a appris à utiliser un élément précieux pour les comparaisons de

¹⁰³ NICOLE DELEFORTRIE et JANINE MORICE, *op. cit.*

¹⁰⁴ *En Espagne: développement économique, subsistance, déclin*, III^e partie: «Un dossier cartographique.»

celui-ci, le dessin. Nous avons comparé des «distributions géographiques de fréquence» pour un volume total considéré constant. Le problème serait évidemment de savoir quand la distribution rompt cet équilibre. L'Espagne nous présente plutôt un cas d'installation dans un semi-équilibre plus stable que le point de départ au XVI^e siècle. Encore est-il important de constater cette «africanisation» d'une «nation» qui, précisément, inaugura l'exploitation coloniale¹⁰⁵. Il est important de reconnaître que la prédominance des obstacles à la «croissance» est une forme négative de «développement»¹⁰⁶.

Car, notons-le, l'étude et la comparaison du Produit dirigent toute recherche sur le «développement» et, naturellement, toute explication de la «croissance». A partir de la simple analyse des taux de «croissance» actuels, très élevés, Simon Kuznets¹⁰⁷ a montré qu'il ne fallait pas croire à la régularité de ces taux de «croissance» dans le passé, ce qui rejoint toutes les constatations faites pour le XIX^e siècle et pour l'époque dite de la «Révolution industrielle»¹⁰⁸. Il a d'ailleurs montré également dans l'actualité des cas de stagnation du Revenu¹⁰⁹, ce qui contribue encore à nous libérer de la préoccupation de retrouver systématiquement des oscillations conjoncturelles de ces valeurs.

D'autres études encore, qui ne se proposent pas exactement l'estimation de la richesse, mais la comparaison dans le temps de sa distribution géographique — études, disons-le en passant, que nous devons à des statisticiens et non à des historiens —, renforcent ce sentiment que la conjoncture n'est pas un but pour ces

¹⁰⁵ *Ibidem*, II^e partie, dont vient de paraître un résumé du chapitre 4, in *Studi storici*, n° 2 (1964), p. 241—261, sous le titre «Degradazione economica e ristagno secolare: linee di sviluppo dell'economia spagnola dopo il secolo XVI».

¹⁰⁶ Une définition, dans «The obstacles to economic growth», in *Economic growth, an American problem*, éd. par PETER M. GUTMANN, Englewood Cliffs, N. J., 1964, p. 149—155.

¹⁰⁷ *Six lectures...*, p. 19 et ss.

¹⁰⁸ W. S. WOYTINSKI, *World Population and production*, p. 386; R. E. CAMERON, *op. cit.*; etc.

¹⁰⁹ *Ibidem*, p. 25. Cf. aussi BERTRAND DE JOUVENEL, *l'art de la conjecture*, Monaco 1964, p. 212 et ss.

recherches. Ainsi les travaux d'E. T. Buckatzsch¹¹⁰ sur la distribution de la richesse en Angleterre de 1086 à 1843 ont réaffirmé une stabilité qui dure du XI^e au XVII^e siècle, et qui est entièrement bouleversée au XVIII^e siècle. A la fin de ce siècle, ces changements ont une correlation négative avec la proportion de la population rurale occupée dans l'agriculture. Ceci est du plus grand intérêt pour nous.

En réalité, ce que nous trouvons de plus significatif dans l'analyse de ce type de problèmes : les comparaisons dans le temps, c'est l'étude de l'agencement structural de séries parallèles ; parmi les séries à exploiter, citons encore les chiffres de production, les prix, les salaires, etc. Leur emploi, particulièrement délicat, éclaire la signification des chiffres du Produit National, qu'ils soient valables *grosso modo* pour une longue période, ou assez précis tout de même pour nous donner des aperçus sur la conjoncture. Cette information globale, le Produit, le Revenu, donne ainsi sa juste place à chaque série quantitative, dans une totalité de relations dont la définition exige et constitue à la fois la clarification de l'ensemble des problèmes historiques¹¹¹.

* * *

Se proposant des explications globales, s'adressant à la «totalité» par vocation, l'histoire trouve un matériau *sui generis* dans les calculs d'agrégats. C'est dire que la recherche historique possède des moyens dont elle ne s'est absolument pas servi. Des concepts sont à tirer au clair, d'autres à créer.

I. Puisque même avant d'expliquer, l'histoire doit constater, il devient urgent que les historiens, en collaboration étroite avec les économistes et les statisticiens (et aussi en accord avec les anthropologues sociaux et les mathématiciens), travaillent à recueillir une moisson de renseignements qui préparent la construc-

¹¹⁰ «The geographical distribution of Wealth in England, 1086—1843. An experimental study of certain tax assessments», in *The economic history review*, 2^e série, 3, n° 2 (1950), p. 180—202.

¹¹¹ Cf. l'article récent par J. MARCZEWSKI, «Les variables historiques», in *Revue économique*, 16, n° 1, (1965), p. 85—104.

tion d'un *corpus* de chiffres sur le Produit National, sur les revenus dans chaque région et dans les différentes sociétés, la relation entre le revenu des consommateurs et la commercialisation, entre revenu et innovation, etc.

II. Ce travail donnera leur entière signification à d'autres séries qui, bien qu'utilisées de manière peu efficace, sont cependant à notre disposition : chiffres de production, prix, salaires, monnaies. C'est dire qu'il y aura lieu de reprendre leur étude du point de vue de leurs relations réciproques dans le temps et dans l'espace. Un ouvrage qui doit paraître bientôt réunira les cours des changes «internationaux» entre le XV^e et le XVIII^e siècles et apportera les éléments de mesure et de comparaison qui ont fait défaut jusqu'ici dans ce genre d'études, et qui donneront tout son sens à ce *corpus*.

III. La construction de ce *corpus* et l'étude des relations entre les différentes séries qui s'insèrent dans le tableau de base, des Produits et des Revenus, amènent toute une constellation de définitions qui, valables pour des cadres connus, serviront de chantier à l'étude du Revenu, de la Richesse, des désirs des hommes, dans des cadres nouveaux : un ensemble d'Etats, la région ou la «nation» d'activité économique, la région ou la «nation» d'activité non-économique.

La masse des «données comparables» représentant des situations et provenant de cadres bien définis, la répétition des vérifications précisant les rapports entre les séries et la ventilation interne des composantes sont la garantie d'explications qui dépassent les généralisations sans suite malgré leur justesse, les classifications *a priori* étroites bien que précises, pour arriver à la compréhension progressive, délicate, semée d'embûches, mais vivante, de l'histoire.